

DROITS-COTE D'IVOIRE : Les enfants-esclaves, la nouvelle main-d'uvre dans

Aly Ouattara

Penchés sur des plants desséchés, une dizaine d'ouvriers cueillent des flocons blancs sous un soleil brillant dans un champ de coton de Benguebougou, à l'ouest de Korhogo, dans le nord de la Côte d'Ivoire.

KORHOGO, nord de Côte d'Ivoire, 10 mars (IPS) - Parmi eux, trois gamins de 12 à 13 ans en sueur traînent des sacs trop lourds pour eux : ce sont des enfants esclaves.

Malgré la menace, en février 2005, de la communauté internationale d'interdire le cacao ivoirien sur le marché mondial si le fléau du trafic d'enfants n'était pas éradiqué dans un délai de trois ans, le phénomène continue. Pis, il semble s'être déporté dans les champs de coton et autres plantations de riz du nord du pays, sous contrôle des ex-rebelles, où l'exploitation des enfants échappe à toute surveillance des organisations qui luttent contre le trafic et le travail des enfants mineurs.

A 16 ans, Malick Diabaté, marchandé par son oncle adoptif pour 40 dollars, travaille désormais pour Navigué Diarrassouba, un cotonculteur à Founagoro, dans le nord. "Je l'ai eu avec les coxers. J'ai payé le transport qui est d'environ 30 dollars et 40 dollars pour des frais de commission. Ensuite, je paie le jeune travailleur à 240 dollars à la fin de chaque récolte", raconte Diarrassouba à IPS. Les "coxers" sont des passeurs qui sillonnent les villages pour recruter des adolescents en leur promettant un travail facile.

"Si à la fin de la récolte il veut rester, il continue à travailler avec moi; s'il ne veut plus rester, il retourne librement dans son pays avec sa paie. Mais au cours de l'année, je m'occupe de lui (santé, nourriture, petits besoins). Certains se sont installés ici avec nous...et sont devenus des propriétaires de champs comme nous", affirme-t-il.

Pour Diabaté, comme pour cinq autres de ses camarades "achetés" par Diarrassouba, le travail quotidien consiste à surveiller des bœufs et des outils agricoles devant servir à labourer la terre. Mais, ils doivent également débroussailler des portions de terre pour la culture vivrière dans des conditions très difficiles.

"Nous étions une vingtaine dans le campement, on dormait à même le sol dans des cases, on débroussaillait les champs du matin jusqu'à la nuit à la lumière de la lune. On nous avait promis un salaire, mais il fallait qu'on rembourse les frais du transport", raconte Diabaté, le visage pâli par le dur labeur.

"J'ai travaillé pendant deux ans sans un sou. Ceux qui refusaient de travailler étaient battus...Si tu tombes malade, le patron s'occupe de toi dès les premiers jours. Au cas où la maladie perdure, il t'enferme dans la case et les autres vont au champ", témoigne-t-il à IPS, ajoutant que cinq de ses camarades ont réussi à s'enfuir.

Selon les résultats d'une enquête du Bureau international du travail (BIT), publiés en octobre 2003, "plus de 5.000 enfants travaillent dans les plantations en Côte d'Ivoire". La plupart des enfants viennent du Mali et du Burkina Faso.

"Cette enquête effectuée sur un échantillon de 1.500 producteurs répartis dans 250 villages et localités et 39 sous-préfectures, constitue à ce jour la seule étude officielle qualitative et quantitative réalisée sur le travail des enfants en Côte d'Ivoire", avait affirmé, à cette occasion, Hubert Oulaye, alors ministre ivoirien chargé de l'emploi.

Dans le nord de la Côte d'Ivoire, aucun nouveau chiffre officiel n'est encore disponible. Toutefois, le 18 février 2006, une vingtaine d'enfants mineurs âgés de neuf à 17 ans et leur guide ont été interceptés par la brigade frontalière de la gendarmerie burkinabé à Dangouindougou, dans l'ouest du Burkina Faso, non loin de la frontière ivoirienne.

Par ailleurs, le commandant de la brigade frontalière de la gendarmerie burkinabé, François Konaté, a déclaré à IPS "qu'en 2004, quatre bandes de trafiquants ont été démantelées, 41 trafiquants d'enfants ont été arrêtés et 15 autres ont été condamnés à des peines allant de trois mois à cinq ans de prison ferme".

Pour sa part, Seydou Demba de la police frontalière malienne à Zégoua (sud du Mali), a indiqué à IPS que "trois cars de transport routier ont été interceptés durant l'année 2005, dans lesquels des enfants constituaient la moitié des passagers". En outre, "sur 59 passeurs, 23 ont été arrêtés et les autres ont pris la fuite dans la brousse".

Depuis le 19 septembre 2002, la Côte d'Ivoire est coupée en deux par une crise politico-militaire. Des soldats avaient pris les armes pour s'insurger contre l'exclusion présumée des populations du nord du pays. La partie Nord, sous contrôle de l'ex-rébellion, échappe à toute surveillance internationale du trafic des enfants.

Achetés à vil prix, certains enfants semblent parfois accepter leur situation, comme Daouda Dicko, 18 ans, originaire de Diori (nord du Burkina Faso) rencontré dans un autre champ de coton, dans la région de Korhogo. "Cela fait trois ans que je cherchais à venir en Côte d'Ivoire. Chez moi au pays, il n'y a rien à cultiver dans ma région".

"J'ai sept frères et sœurs que mes parents ne peuvent pas nourrir. Comme je suis l'aîné, ils m'ont demandé de venir ici. Si je retourne sans rien, ils vont me chasser. J'ai maintenant un salaire. Tout ce que je cherche, c'est de leur emmener de l'argent", dit-il.

"C'est cette catégorie d'enfants salariés qui pose problème. Ils sont recrutés par des intermédiaires et envoyés dans les plantations, et ils travaillent sans aucun lien avec les propriétaires terriens, exposés à tous les dangers", avait fustigé Stephan Weise, un des enquêteurs du BIT.

A Karamotiedougou, dans la région de Séguéla (centre-ouest de Côte d'Ivoire), l'infirmier du dispensaire, Jules Kouamé, a affirmé à IPS avoir soigné de petits enfants maliens déshydratés et squelettiques à qui, pour doper l'ardeur au travail dans les champs de coton, leurs employeurs leur ont fait ingurgiter des comprimés de stimulants vétérinaires normalement destinés aux bœufs.

Face au phénomène et à la menace de la communauté internationale, les autorités ivoiriennes essaient, tant bien que mal, de lutter pour son éradication. Selon la Direction de la surveillance du territoire ivoirien, 200 trafiquants d'enfants ont été interceptés en 2004, et emprisonnés à ce jour.

Dans la même période, quelque 700 enfants burkinabé, maliens, togolais béninois, nigériens, ivoiriens, victimes de trafic, ont été accueillis dans les centres d'accueil du Bureau international catholique pour l'enfance de la Communauté Abel de Afrique secours et assistance.

Le 24 février dernier, des experts ivoiriens ont validé une banque de données sur le travail des enfants dans la cacaoculture. "Cette base de données va permettre de stocker et de traiter les données sur le travail des enfants dans la cacaoculture et l'agriculture commerciale, mais également le suivi individualisé d'une information", a indiqué à IPS, Désiré Bollou Bi Djehiffé, directeur du travail en Côte d'Ivoire. "C'est le couronnement du projet pilote de surveillance et de suivi du travail des enfants, initié depuis septembre 2005".

Ce projet financé par le BIT concerne 12 sous-préfectures et 24 villages de six départements sous-contrôle gouvernemental. "Au finish, ce projet vise à extraire les enfants en situation de travail dangereux de la production du cacao en Côte d'Ivoire", a déclaré Nadine Assémian, coordinatrice nationale du projet.